

PSG/Finances Publiques : QUAND LA DGFIP MARQUE CONTRE SON CAMP



L'affaire est révélée par Médiapart et commence à l'été 2017 : le PSG négocie avec Barcelone le transfert de Neymar da Silva Santos, et oui, parce que les footballeurs ont un nom et un prénom, sont des citoyens, perçoivent un salaire... parfois mirobolant... et doivent s'acquitter des obligations fiscales en découlant. Comme dirait... « à côté du footballeur, il y a l'homme ».

Pour être précis sur les sommes, le contrat est négocié pour cinq ans soit un total de : 489 millions d'euros, répartis en 267 millions d'euros pour la rémunération du joueur et 222 millions d'euros représentant la clause libératoire au club catalan (Source El Mundo 09/2021).

G. Darmanin est alors ministre des Comptes publics et son directeur de Cabinet est un certain J. Fournel, futur directeur général de la DGFIP et plus récemment nouveau directeur de cabinet de B. Lemaire.

Le 4 janvier 2024, Médiapart révèle que le PSG, sur les conseils du Ministre et les recherches de son directeur de cabinet, s'est vu... par rescrits... dispensé de régler l'impôt et les cotisations sociales afférents à cette « indemnité »... **Hulahup !!!**

Naissance d'un nouveau Cab. Conseil : Hulahup, Darmatruc

Ministère des Comptes Publics, bureaux : Xe étage Bâtiment x, 139 rue de Bercy 75012 Paris

Fourchette basse, cela représente un **manque à gagner pour l'état de 64 millions d'euros.**

Outre ces infos footballistiques, il faut mettre ces montants en perspectives :

- § **Avec** l'État sur le point de promulguer une loi demandant une caution aux étudiants étrangers, une présence continue d'au moins 5 ans pour prétendre aux prestations sociales, remettant en cause l'accès à l'aide médicale d'état, l'accès aux hébergements d'urgence ;
- § **Avec** S. Guerini annonçant une année blanche pour la revalorisation salariale des fonctionnaires ;
- § **Avec** la négociation sur l'Égalité au ministère des Finances : 3 millions d'euros proposés pour atteindre l'égalité salariale femmes/hommes quand nous estimons le besoin à 224 ;
- § **Avec** les propositions indemnitaires miséreuses pour les 94000 agents de la direction des finances publiques qui assument depuis des années une grande part des suppressions d'emplois dans la fonction publique.

Alors oui, Monsieur Neymar Da Silva a certainement acquitté sa contribution fiscale au cours des 7 années passées en France, mais comme tout un chacun non ?

Est-ce vraiment le rôle des hiérarques du ministère des Finances d'être les conseils en défiscalisation d'un club de football? Le président Macron se plaît à nous faire des soirées de morale mais ce n'est pas dans les services « de base » que les perquisitions ont eu lieu mais bien dans les bureaux de la DGFIP... (le 15 janvier 2024).

La CGT Finances Publiques soutient les agents qui, encore une fois, seront au contact des contribuables et assumeront le manque de probité des responsables politiques.

La CGT Finances Publiques souligne la compétence reconnue des personnels ceux-ci travaillant au service de l'intérêt général et public et non des actionnaires qataris.

De l'argent il y en a puisque le budget de l'état a les moyen de se dispenser de 64 millions de recettes.

Pour la CGT Finances Publiques, la DGFIP doit maintenant augmenter ses agent.e.s en accordant une revalorisation indemnitaire substantielle !

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Aux chiottes l'arbitre

Malgré toutes nos invitations, notre ex-Directeur Général ne viendra donc jamais nous voir en Corrèze. Si pour continuer sa carrière une place de dame-pipi s'offrait à lui au Parc des Princes, ce sera finalement Chef de Cabinet chez Bruno LEMAIRE.

Chou blanc

Numérobis, chafouin après la parution de « la feuille de chou » d'une autre O.S, a privé de dessert tous les agents en n'accordant pas le pont du 10 mai. Les responsabilités peuvent rendre chèvre et allergique aux choux, mais nous pouvons nous interroger sur le retour des punitions collectives.

Godefroy de Bercy

Avant de partir et sans rougir, notre ex bon DG a quand même proposé aux organisations syndicales une augmentation 0,46 centimes par jour de la prime ACF. Diantre mes bons gueux, il a précisé que cela faisait quand même 168 € par an, soit 1 680 € sur 10 ans! Même pas de quoi se payer une chaussette portée par Monseigneur Neymar.

A brâmé

Numérobis a reproché à l'un de nos militants, en criant, un organe vocal trop développé. Certes, ce n'est pas la saison des amours, mais est-il vraiment nécessaire de déclencher une joute, voire une chasse à courre, à cor et à cri ? Tout s'est bien terminé, pas de curée ni d'hallali. Fin du concours de pavillons.

Iznogoud

Le calife, le vrai, vient d'être nommé. Il nous a déclaré son attachement au dialogue social. En guise de cadeau de bienvenue, Numéro 1 nous offre le calendrier prévisionnel des instances que les autres départements ont depuis longtemps et que Numérobis nous a toujours refusé. Si le changement est vraiment pour maintenant, nous allons peut-être, enfin, après des années de mensonges et de manœuvres, pouvoir nous fier à la parole de la direction. Chiche !

Recueillement

Une pensée pour notre ancienne camarade et collègue Alexandrine ainsi que pour sa famille.

Passé-Passé

Entre suppressions, transferts et créations, la DDFIP 19 perd encore 3 emplois cette année. Mention spéciale à la BCR qui voit ses effectifs bondir de 50 % avec la création d'un poste de B. Création, ou presque : Il y a peu de temps, un poste était créé dans ce même service par un précédent Numéro 1 dans le but de dissuader le chef de service de l'époque de demander un poste comptable que son ancienneté lui garantissait. Une fois ce chef « sécurisé », le même emploi fut supprimé 2 ans plus tard par l'intérimaire en chef de la DDFIP. Magique.

Matmut

Le traditionnel inventaire des cartes vertes en début d'année est l'occasion de rappeler à nos collègues que tout accrochage de voiture doit être déclaré à son assurance dans les plus brefs délais et que, la priorité, en ce domaine, n'est pas une affaire de grade mais de code de la route comme de bonne conduite.

Chambouletou

Un agriculteur appelle à viser les banques et toutes les administrations qui « nous emmerdent ». Normalement nous ne risquons rien : à la DDFIP, à part les remboursements de crédits de TVA...

